



MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
REPUBLIQUE DU BENIN

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE DE L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT, GESTION 2021

ANNEXE

AU

PROJET DE LOI DE FINANCES, GESTION 2021

Octobre 2020

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
RESUME.....	5
INTRODUCTION.....	5
I- Aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat ;	8
A-Recettes budgétaires de l'Etat.....	9
B-Dépenses budgétaires de l'Etat	9
C-Ressources de trésorerie.....	10
D-Charges de trésorerie.....	10
II- Stratégie d'opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021, volet encaissement.....	10
A-Opérations d'encaissement	10
B- Encaissements prévisionnels des régies de recettes.....	13
C- Autres encaissements prévisionnels de recettes budgétaires	15
D- Les encaissements prévisionnels de recettes du budget du FNRB.....	16
III- Stratégie d'opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021, volet décaissement.....	16
A-Opérations de décaissement.....	16
B- Dépenses obligatoires.....	20
C- Les mesures de gratuité dans les secteurs de l'éducation et de la santé.....	21
D- Dépenses saisonnières.....	21
E- Autres dépenses ordinaires	21
F- Dépenses d'investissements	22
H- Dépenses du budget du FNRB	22
A- Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie	23
B- Opérations de financement sans les émissions de titres publics.....	24
C- Financement des soldes prévisionnels mensuels de trésorerie par émission de bons et obligations du Trésor	26
CONCLUSION.....	31

Liste des tableaux

Tableau	Titre	Page
Tableau n°1	Synthèse du Plan de Trésorerie Prévisionnel de l'Etat, Gestion 2021	6
Tableau n°2	Service de la dette au titre de la gestion 2021	7
Tableau n°3	Evolution des flux réels d'encaissement des recettes budgétaires, gestion 2021	12
Tableau n°4	Prévision des encaissements de la DGI au titre de la gestion 2021	13
Tableau n°5	Prévision des encaissements de la DGDDI au titre de la gestion 2021	14
Tableau n°6	Prévision des encaissements de la DGTCP au titre de la gestion 2021	15
Tableau n°7	Prévision des encaissements des autres recettes budgétaires au titre de la gestion 2021	15
Tableau n°8	Evolution des flux réels de décaissement en 2021	18
Tableau n°9	Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie avant opérations de financement	22
Tableau n°10	Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie en 2021 (opérations réelles)	24
Tableau n°11	Evolution du financement des soldes prévisionnels de trésorerie par émissions de bons et obligations de Trésor	26

Graphique	Titre	Page
Graphique n°1	Prévisions des encaissements par nature d'opération, gestion 2021	11
Graphique n°2	Evolution des encaissements prévisionnels cash, gestion 2021	13
Graphique n°3	Evolution des prévisions de flux réels de décaissements, gestion 2021	16
Graphique n°4	Evolution des décaissements prévisionnels de dépenses, gestion 2021	19
Graphique n°5	Evolution des soldes de trésorerie avant financement, gestion 2021	23
Graphique n°6	Evolution du solde de trésorerie avant émission de bons et obligations de Trésor, gestion 2021	24
Graphique n°7	Evolution du solde du compte unique du Trésor au cours de l'année 2021	29

RESUME

Le Plan de Trésorerie Prévisionnel de l'Etat, gestion 2021 a été élaboré dans un contexte marqué par la crise sanitaire mondiale liée à la COVID 19. Cette crise a conduit au ralentissement de l'activité économique et a infléchi la trajectoire de la croissance amorcée par le Bénin depuis 2016. Au regard de l'évolution de la conjoncture au plan international et national, le taux de croissance en 2020 est révisé à 3,5% contre une prévision initiale de 7,6%¹. En 2021, selon le scénario de référence établi par la Direction générale des Affaires Economiques, le taux de croissance s'afficherait à 6,0% en 2021 contre 3,5% en 2020. En Scénario pessimiste, le taux de croissance s'établirait à 4,1% en 2021 contre 2,3% en 2020. Le scénario optimiste projette un taux de croissance de 7,6% en 2021 contre 4,5% en 2020.

Sur la base des projections du cadre macroéconomique 2021-2023, les ressources budgétaires totales de l'Etat s'élèvent en 2021 à 1 349 914 millions FCFA contre 1 246 686 millions FCFA en 2020 (Loi de Finances Rectificative 2020), soit un taux d'accroissement de 8,28%. Les dépenses budgétaires s'établissent à 1 780 229 millions FCFA contre 1 698 488 millions FCFA en 2020 (Loi de Finances Rectificative 2020), soit une hausse de 4,81%.

Au plan du financement, les ressources de trésorerie s'élèvent en 2021 à 1 102 278 millions FCFA contre 920 413 millions FCFA en 2020. Les charges de trésorerie s'élèvent en 2021 à 671 963 millions FCFA contre 468 610 millions FCFA en 2020. Le solde des opérations de trésorerie dégage un montant 430 315 millions FCFA. Cette accumulation nette de passif permettra de financer le déficit budgétaire en 2021 qui représente 4,5% du Produit Intérieur Brut contre 5,1% en 2020.

¹ Confère Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2021-2023 (DGAE/MEF, mai 2020)

Les tableaux N°1 et 2 présentent respectivement la synthèse du Plan de Trésorerie Prévisionnel de l'Etat, gestion 2021 ainsi que le service de la dette au titre de l'année 2021.

Tableau N°1 : Synthèse du Plan de Trésorerie Prévisionnel de l'Etat, gestion 2021 (En millions de FCFA)

INTITULEE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
I. RECETTES BUDGETAIRES TOTALES	92 620	89 748	115 629	98 702	104 872	114 619	104 080	98 971	118 247	99 810	98 050	169 366	1 304 714
A. RESSOURCES DE TRESORERIE	11 816	17 280	26 628	15 937	18 564	23 665	13 023	17 233	30 709	17 143	20 085	57 066	269 149
RESSOURCES TOTALES (SANS TITRES PUBLICS)	104 436	107 028	142 257	114 640	123 436	138 284	117 103	116 204	148 956	116 953	118 135	226 432	1 573 863
II. DEPENSES BUDGETAIRES TOTALES	106 978	131 758	154 258	145 987	136 564	144 345	180 364	164 459	154 148	153 781	125 912	136 474	1 735 029
B. CHARGES DE TRESORERIE	44 686	40 455	52 343	68 108	29 668	66 077	76 610	28 787	100 502	56 929	41 692	66 107	671 963
CHARGES TOTALES	151 664	172 213	206 601	214 095	166 232	210 422	256 974	193 246	254 650	210 710	167 604	202 581	2 406 992
SOLDE (AVANT ÉMISSION DE TITRES PUBLICS)	-47 228	-65 185	-64 344	-99 455	-42 796	-72 138	-139 871	-77 042	-105 694	-93 756	-49 469	23 851	-833 129
VII- BALANCE D'ENTREE DES COMPTES DE DISPONIBILITE	50 000	77 772	77 587	78 242	78 787	86 991	74 853	74 982	80 940	75 246	75 619	76 150	49 999
EMISSIONS DE BONS ET OBLIGATIONS DE TRESOR	75 000	65 000	65 000	100 000	51 000	60 000	140 000	103 000	100 000	94 130	50 000		903 130
REMBOURSEMENT DES BONS INFRA-ANNUELS								20 000				50 000	
VIII- BALANCE DE SORTIE DES COMPTES DE DISPONIBILITE (V+VII+VII)	77 772	77 587	78 242	78 787	86 991	74 853	74 982	80 940	75 246	75 619	76 150	50 000	

Source : DGTCP/MEF, octobre 2020

Tableaux N°2 : Service de la dette au titre de l'année 2021 (En millions de FCFA)

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
I- Charges financières de la dette	19 665	13 654	38 773	26 288	15 462	21 101	16 761	15 433	14 956	15 428	8 638	14 640	220 800
1- Charges financières sur dette extérieure	4 617	10 103	22 255	2 522	5 662	4 656	4 429	9 410	3 434	2 485	5 404	4 823	79 800
2- Charges financières sur dette intérieure	15 049	3 551	16 518	23 766	9 800	16 445	12 332	6 023	11 522	12 943	3 234	9 817	141 000
II. Amortissement du principal de la dette	41 686	37 455	46 388	68 108	29 159	65 086	76 610	28 787	98 547	56 929	41 183	64 127	654 063
1. Amortissement dette extérieure	24 627	22 551	6 959	4 749	7 956	6 494	25 320	21 395	7 268	4 848	7 811	6 397	146 375
2. Amortissement dette intérieure banques locales	17 059	3 062	6 279	7 891	21 202	21 091	15 405	7 393	11 463	6 237	16 872	16 905	150 860
3. Remboursement Bons du Trésor	-	-	-	9 044	-	-	-	-	-	-	-	-	9 044
4. Amortissement Obligations du Trésor	-	11 842	33 149	46 424	-	37 500	35 885	-	79 817	45 843	16 500	40 825	347 784
TOTAL GENERAL DU SERVICE DE LA DETTE EN 2021	61 351	51 109	85 161	94 396	44 620	86 187	93 370	44 220	113 503	72 357	49 821	78 767	874 863

Source : DGTCP/MEF, 2020

INTRODUCTION

Aux termes des dispositions de l'article 49 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, le plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat est une annexe à la loi de finances initiale. Son élaboration est fondée sur la nécessité pour le Gouvernement, au regard des besoins sans cesse croissants des populations, face à la rareté des ressources, de disposer d'un meilleur outil de pilotage de l'exécution budgétaire. Ainsi, le suivi de l'exécution budgétaire à partir de cet instrument vise à limiter les risques d'endettement aux Etats, assurant in fine, la soutenabilité de leur budget. En effet, tout engagement de l'Etat doit être soutenu par l'assurance de la disponibilité des ressources.

En somme, le pilotage de l'exécution budgétaire à partir du plan de trésorerie permet :

- ✓ d'avoir une vue globale des disponibilités de l'Etat et de connaître, au mois le mois, la situation de trésorerie publique ;
- ✓ d'encadrer l'exécution des dépenses de l'Etat par rapport aux ressources mobilisées, en vue d'assurer à tout moment l'équilibre financier général de l'Etat ;
- ✓ de régler à bonne date, les dépenses de la gestion courante et d'éponger progressivement les arriérés de paiement afin d'éviter à l'Etat les pénalités de retard et l'accumulation d's arriérés.

Le présent plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021 est organisé autour des quatre (4) points ci-après :

- I-** Aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat ;
- II-** Contenu et stratégie d'opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021, volet encaissement ;

III- Contenu et stratégie d'opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021, volet décaissement ;

IV- Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie et opérations de financement.

I- Aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat

Les opérations d'encaissement, de décaissement et de financement sont classifiées conformément à la nomenclature définie par les dispositions des articles 10, 13, 30 et 31 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances. L'article 8 dispose « les ressources et les charges de l'Etat sont constituées de recettes et de dépenses budgétaires ainsi que de ressources et de charges de trésorerie ». Ainsi, les différentes opérations sont constituées comme ci-après :

A-Recettes budgétaires de l'Etat

Elles comprennent les :

- impôts et taxes ;
- revenus courants des activités industrielles et commerciales de l'Etat ;
- les revenus des domaines et des participations financières ;
- les rémunérations des services rendus et les redevances ;
- les produits des amendes ;
- les fonds de concours ainsi que les dons et legs consentis au profit de l'Etat ;
- les produits exceptionnels divers.

B-Dépenses budgétaires de l'Etat

❖ les dépenses ordinaires

Elles sont constituées des :

- dépenses de personnel ;
- charges financières de la dette ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services ;
- dépenses de transfert courant ;

- dépenses en atténuation de recettes.

❖ **les dépenses en capital**

Elles comprennent les :

- dépenses d'investissements exécutées par l'Etat ;
- dépenses de transferts en capital.

C-Ressources de trésorerie

Elles comprennent les :

- produits provenant de la cession des actifs ;
- produits des emprunts à court, moyen et long termes ;
- dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor ;
- remboursements de prêts et avances.

D-Charges de trésorerie

Elles comprennent :

- le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes ;
- les retraits sur les comptes des correspondants ;
- les prêts et avances ;

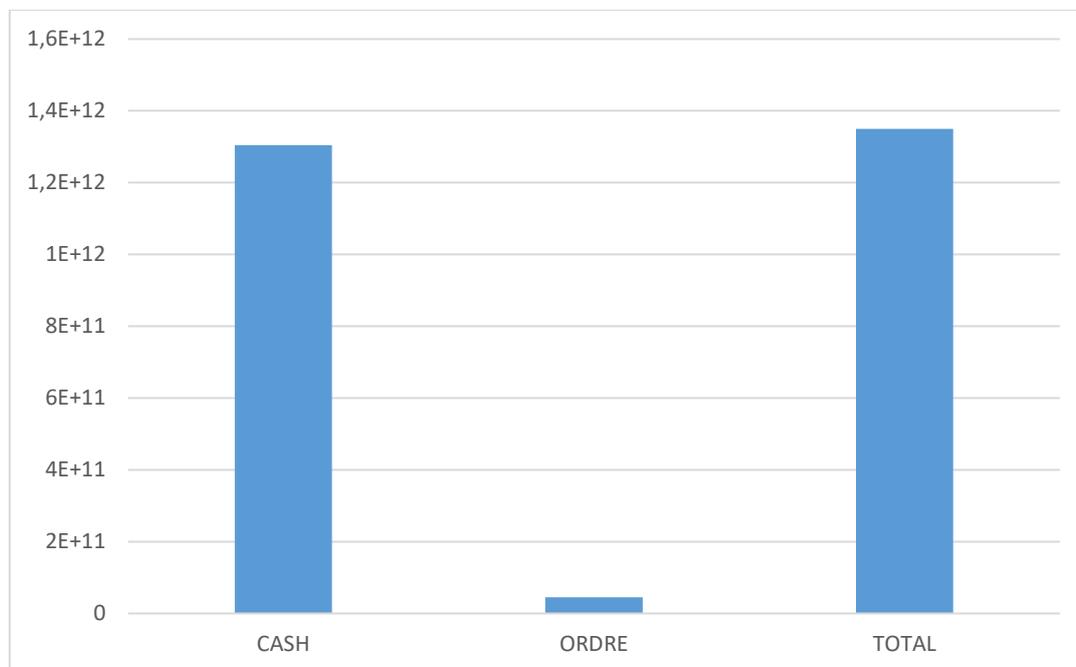
II- Stratégie d'opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021, volet encaissement

A-Opérations d'encaissement

Il s'agit des opérations de mobilisation des ressources du budget général, du budget FNRB, des autres budgets et de celles des comptes d'affectation spéciale. Ces opérations concernent aussi bien la collecte des différentes catégories d'impôts et taxes que d'autres ressources non fiscales qui permettront de faire face aux impératifs de dépenses inscrites dans la loi de finances.

Le montant prévisionnel des ressources du budget général de l'Etat pour la gestion 2021 s'élève à 1 349 914 millions FCFA dont 1 304 714 millions FCFA pour les opérations réelles et 45 200 millions FCFA pour les opérations d'ordre qui ne font pas appel à des encaissements de fonds comme indiqué sur la figure n°1 ci-dessous

Graphique n°1 : Prévisions des encaissements par nature d'opération, gestion 2021



Source : DGTCP/MEF, octobre 2020

Les recettes totales prévisionnelles de l'Etat pour la gestion 2021 se déclinent ainsi qu'il suit :

1- Recettes totales mobilisées par les régies.....	1 175 014 millions FCFA
(Y compris recettes des C.A.S exceptée, Opération Militaire à l'Extérieur et Partenariat Mondial pour l'Education uniquement)	
• Opération réelle ou cash	1 304 714 millions FCFA
• Opération d'ordre.....	45 200 millions FCFA
2- Autres recettes budgétaires.....	108 540 millions FCFA
3- Recettes Budget annexe FNRB.....	54 400 millions FCFA
4- Recettes C.A.S (Opération Militaire à l'Extérieur et Partenariat Mondial pour l'Education uniquement)	11 960 millions FCFA

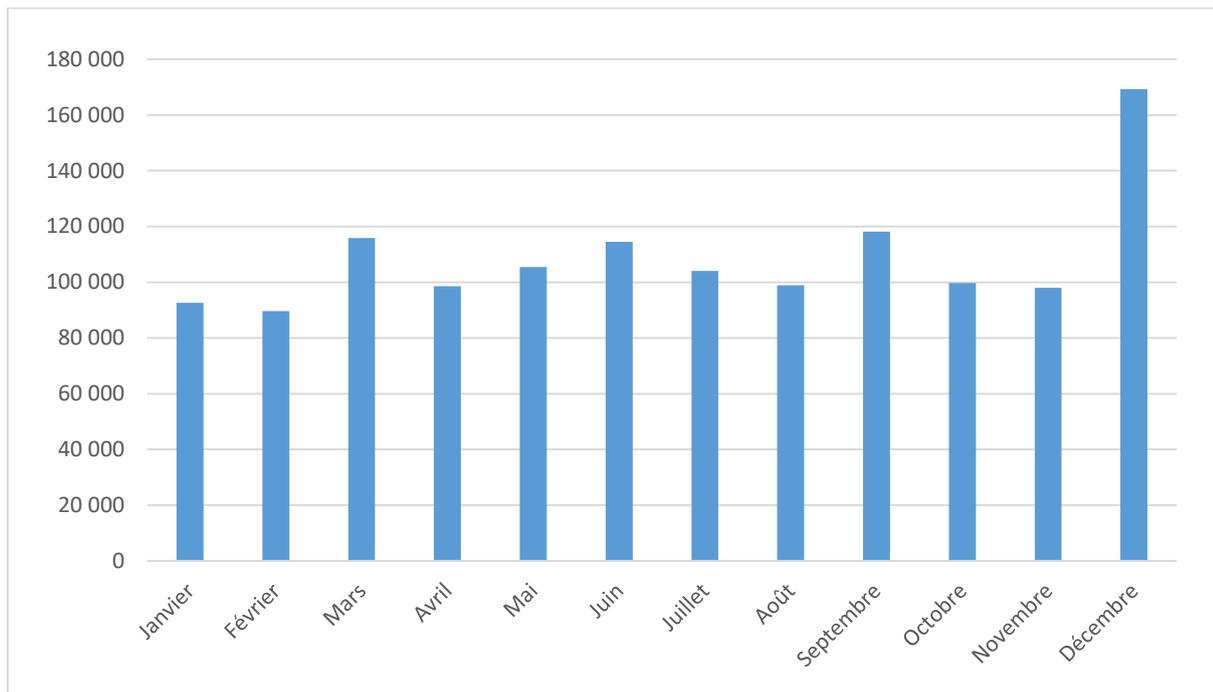
La mensualisation des encaissements se présentent dans les tableaux et graphique qui suivent (Tableaux n° 1 à 4 et graphique n° 2) :

Tableau n° 3 : Evolution des flux réels d'encaissements des recettes budgétaires, gestion 2021 (En millions de FCFA)

MOIS	ENCAISSEMENTS DE RECETTES DES REGIES					AUTRES RECETTES BUDGETAIRES	BUDGET ANNEXE FNRB	RECETTES COMPTES CAS (seulement OME et PME)	TOTAL
	1. Recettes fiscales DGI	2. Recettes fiscales et non fiscales DGDDI	3. Recettes non fiscales DGTCP	4. Recettes ANDF	Total				
Janvier	43 017	31 825	8 870	175	83 887	4 201	4 533	0	92 620
Février	42 268	31 458	6 585	195	80 506	4 709	4 533	0	89 748
Mars	55 645	36 046	9 793	217	101 701	7 895	4 533	1 500	115 629
Avril	40 802	33 821	13 578	272	88 473	5 696	4 533	0	98 702
Mai	45 932	34 934	10 980	288	92 134	6 204	4 533	2 000	104 872
Juin	56 469	33 681	11 760	309	102 219	7 867	4 533	0	114 619
Juillet	44 767	34 937	13 531	415	93 650	4 097	4 533	1 800	104 080
Août	41 977	36 151	10 810	448	89 386	5 052	4 533	0	98 971
Septembre	53 867	37 056	10 682	491	102 097	10 267	4 533	1 350	118 247
Octobre	40 686	38 372	9 511	607	89 177	4 750	4 533	1 350	99 810
Novembre	40 475	36 303	10 500	727	88 005	5 512	4 533	0	98 050
Décembre	58 295	37 929	21 500	855	118 579	42 290	4 537	3 960	169 366
TOTAL	564 200	422 514	138 100	5 000	1 129 814	108 540	54 400	11 960	1 304 714

Source: DGTCP/MEF, octobre 2020

Graphique N°2 : Evolution des encaissements 2021



B- Encaissements prévisionnels des régies de recettes

Ils s'élèvent à 1 175 014 millions FCFA et comprennent :

- **Au titre des prévisions d'encaissement au niveau de la Direction Générale des Impôts**

Au titre de la gestion 2021, les prévisions d'encaissement de recettes de cette régie totalisent un montant de 599 400 millions FCFA dont 35 200 millions pour les opérations d'ordre. Le détail de ses prévisions se présente dans le tableau qui suit.

Tableau n°4 : Prévisions des encaissements de la DGI au titre de la gestion 2021 (En millions de FCFA)

Nature de recettes	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Impôts sur les revenus non salariaux	198 336	3 434	201 771
1.2. Impôts sur les salaires	84 753	3 147	87 900
1.3. Taxes sur les biens et services	267 211	28 619	295 830
1.4. Impôts sur la propriété	9 300	0	9 300
1.5. Autres recettes fiscales	4 600	0	4 600
TOTAL	564 200	35 200	599 400

Source : DGI/MEF, octobre 2020

- **Au titre des prévisions d'encaissement au niveau de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects**

Au titre de la gestion 2021, les prévisions de recettes de cette régie totalisent 432 514 millions FCFA dont 10 000 millions FCFA pour les opérations d'ordre et se décomposent comme suit :

Tableau n°5 : Prévisions des encaissements de la DGDDI au titre de la gestion 2021 (En millions de FCFA)

Nature de recettes	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
I- RECETTES FISCALES	419 014	10 000	429 014
1.1. Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	178 332	6 168	184 500
1.2. Droits et taxes à l'importation	196 737	3 832	200 569
1.3. Droits et taxes à l'exportation	10 824	0	10 824
1.4. Autres recettes fiscales	33 122	0	33 122
II- RECETTES NON FISCALES	3 500	0	3 500
TOTAL	422 514	10 000	432 514

Source : DGDDI/RND/SVSTD, octobre 2020.

- **Au titre des prévisions d'encaissement au niveau de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique**

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique est chargée de la mobilisation des recettes non fiscales. Au titre de la gestion 2021, le Trésor public projette mobiliser pour le Budget Général de l'Etat, la somme 138 100 millions FCFA déclinée comme suit :

Tableau 6 : Prévisions des encaissements de la DGTCP au titre de la gestion 2021
(En millions de FCFA)

Nature de recettes non fiscales	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Revenu de l'entreprise et du domaine	1 895	0	1 895
1.2. Droits et frais administratifs	8 360	0	8 360
1.3. Amendes et condamnations pécuniaires	240	0	240
1.4. Produits financiers	15 000	0	15 000
1.5. Autres recettes non fiscales	68 500	0	68 500
1.6. Recettes exceptionnelles	44 105	0	44 105
TOTAL	138 100	0	138 100

Source : DGTCP/MEF, octobre 2020

- **Au titre des prévisions d'encaissements des recettes par l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier**

Les recettes à encaisser par cette agence totalisent un montant de 5 000 millions FCFA.

C- Autres encaissements prévisionnels de recettes budgétaires

Ils totalisent un montant de cent 108 540 millions FCFA et se décomposent comme suit :

Tableau n°7 : Prévisions d'encaissements des autres recettes budgétaires au titre de la gestion 2021 (En millions de FCFA)

Autres recettes budgétaires	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Dons budgétaires	34 100	0	34 100
1.2. Fonds de concours et dons projets	74 440	0	74 440
TOTAL	108 540	0	108 540

Source : DGTCP/MEF

D- Les encaissements prévisionnels de recettes du budget du FNRB

Ils totalisent un montant 54 400 millions FCFA et concernent les précomptes des parts ouvrière et patronale, des cotisations FNRB à effectuer lors du paiement des salaires des agents de l'Etat.

E- Les encaissements prévisionnels des comptes d'Affectation Spéciale

Ils totalisent un montant de 11 960 millions FCFA et concernent les opérations militaires à l'extérieure et le Partenariat Mondial pour l'éducation.

III- Stratégie d'opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2021, volet décaissement

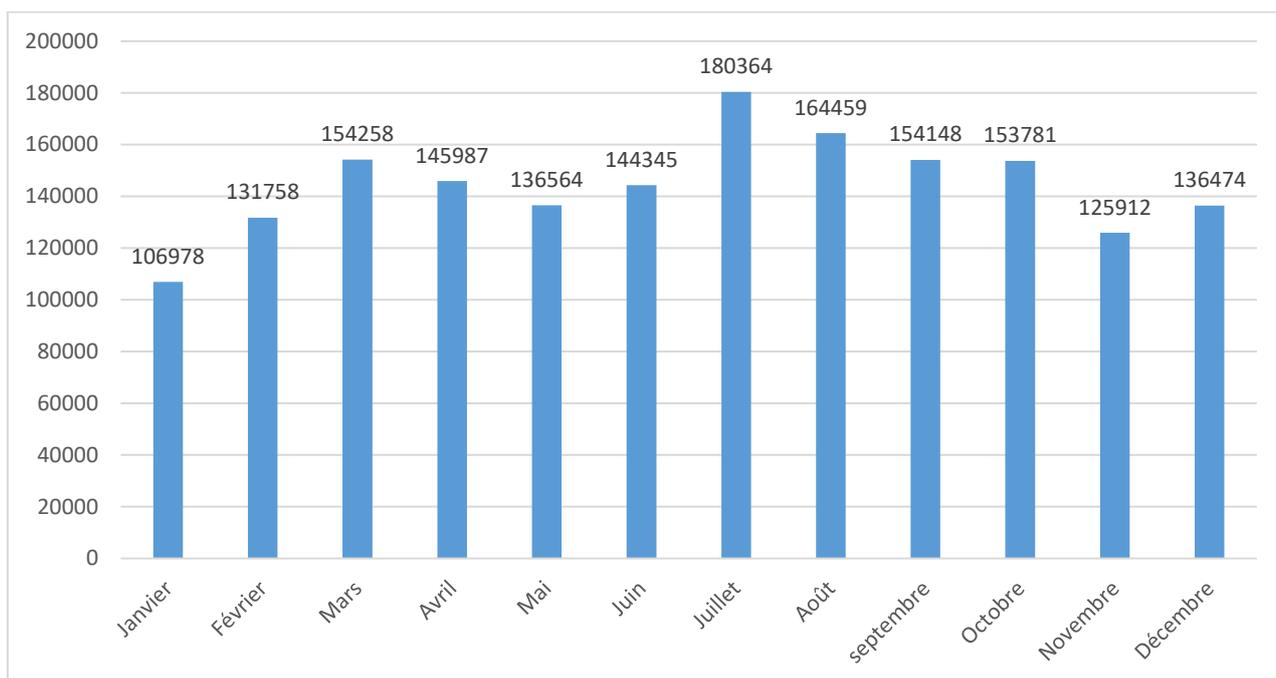
A-Opérations de décaissement

Les opérations de décaissement concernent les règlements par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, des dépenses réalisées pour le compte du budget général, du budget du FNRB, des comptes d'affectation spéciale et du budget de la CAA. Il ressort ainsi de la nomenclature de présentation, une programmation mensuelle des dépenses selon qu'elles soient obligatoires, sociales, saisonnières, etc.

Le montant total des décaissements prévisionnels de dépenses au titre de la gestion 2021 comme présenté dans la figure ci-dessous s'élève à 1 780 229 millions FCFA et se décompose comme suit :

- décaissement en opérations réelles ou cash.....1 735 029 millions FCFA
- décaissement en opérations d'ordre..... 45 200 millions FCFA

Graphique n°3 : Evolution des prévisions de flux réels de décaissements, gestion 2021 (en millions de F CFA)



Source : DGTCP/MEF, octobre 2020

Le total des décaissements prévisionnels pour la gestion 2021 se décline ainsi qu'il suit :

1- dépenses obligatoires	741 286 millions FCFA
• Opération réelle ou cash	732 247 millions FCFA
• Opération d'ordre.....	9 039 millions FCFA
2- dépenses sociales	15 290 millions FCFA
3- dépenses saisonnières.....	70 588 millions FCFA
4- Autres dépenses.....	378 615 millions F CFA
• Opération réelle ou cash	342 454 millions FCFA
• Opération d'ordre.....	36 161 millions FCFA
5- dépenses d'investissement...	555 489 millions FCFA
6- dépenses du FNRB.....	1 000 millions FCFA
7- dépenses de C.A.S	17 960 millions FCFA

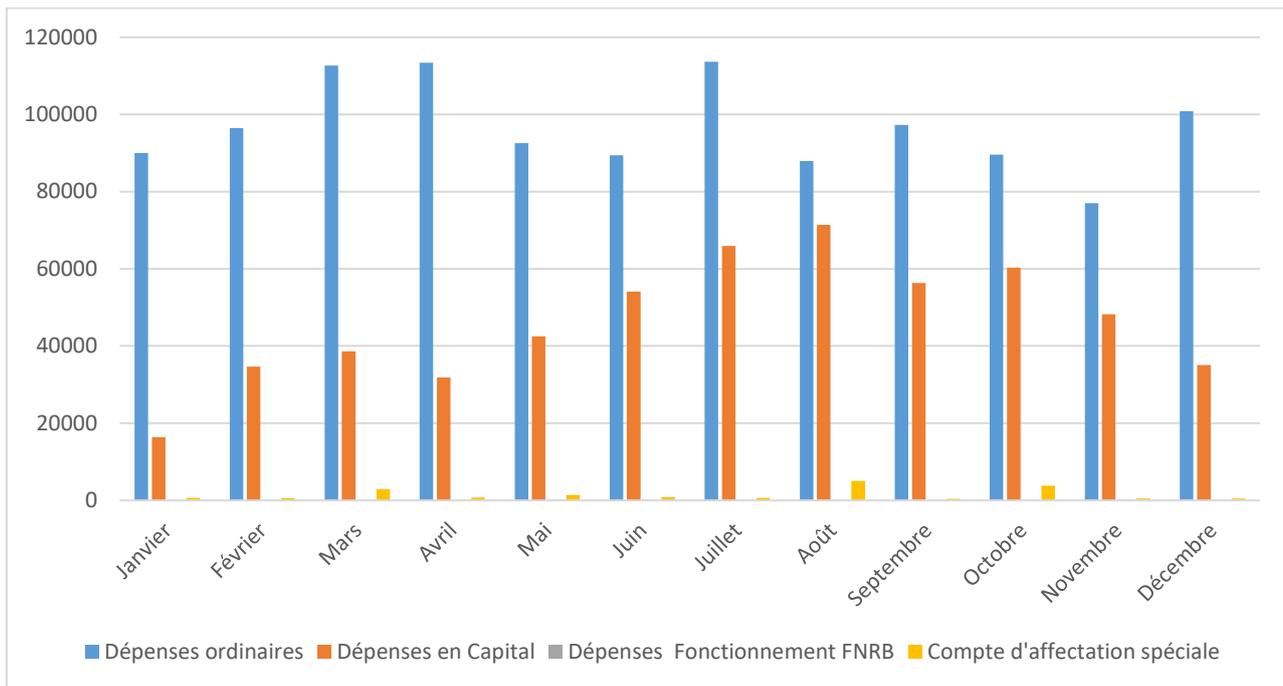
La mensualisation des décaissements se présente dans le tableau et graphique qui suivent :

Tableau N°8: Evolution des flux réels de décaissement en 2021 (En millions de FCFA)

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Rubriques	Cash												
I- Dépenses	106 978	131 758	154 258	145 987	136 564	144 345	180 364	164 459	154 148	153 781	125 912	136 474	1 735 029
1- Dépenses Obligatoires	72 956	57 178	80 649	63 597	51 815	66 615	65 466	53 198	58 539	53 168	43 821	65 246	732 247
2- Dépenses Sociales	635	3 170	306	5 425	207	89	840	1 621	1 192	742	709	354	15 290
3- Dépenses Saisonnieres	0	12 963	10 004	7 931	12 190	1 668	6 573	3 990	12 968	151	682	1 468	70 588
4- Autres dépenses ordinaires	16 403	23 101	21 694	36 432	28 341	21 004	40 780	29 079	24 615	35 496	31 764	33 746	342 454
5- Dépenses d'investissement	16 346	34 665	38 667	31 829	42 505	54 102	65 950	71 409	56 347	60 339	48 252	35 078	555 489
6- Dépenses de fonctionnement du Budget Annexe	0	63	72	10	132	13	123	113	94	114	177	90	1 000
7- Comptes d'Affectation Spéciales	638	618	2 867	764	1 374	854	633	5 048	392	3 771	507	493	17 960

Source: DGTCP/MEF, octobre 2020

Graphique n°4 : Evolution des décaissements prévisionnels de dépenses, gestion 2021



Source : DGTCP/MEF

B- Dépenses obligatoires

Les dépenses obligatoires sont des dépenses de fonctionnement des administrations publiques et qui ont un caractère non discrétionnaire. Le montant total de ces dépenses s'élève à 741 286 millions FCFA dont 9 039 millions de francs CFA d'opérations d'ordre.

Elles sont notamment relatives :

- **aux traitements et salaires des agents** des ministères et des Institutions de l'Etat. Evalués à 390 705 millions FCFA, ils sont constitués de toutes les dépenses relevant d'un contrat de travail entre l'Etat (Ministère chargé de la fonction publique) et l'agent. Cette catégorie de dépenses ne prend pas en compte les salaires des agents conventionnels payés à partir des subventions allouées par l'Etat aux structures sous-tutelle. Les traitements et salaires dont il est question ici, n'intègrent pas non plus, les traitements opérés sur les projets et les comptes d'affectation spéciale.
- **aux Bourses** qui sont gérées par diverses unités administratives selon que l'on passe d'un secteur à un autre ou d'un sous - secteur à l'autre. Evaluées à 11 782 millions FCFA pour la gestion 2021, elles sont attribuées actuellement aux étudiants et aux apprenants des lycées professionnels et Ecoles Normales d'Instituteurs.
- **aux pensions** qui sont des dépenses liées au personnel ayant fait valoir leur droit à une pension de retraite. Elles sont imputées sur trois différentes rubriques budgétaires à savoir :

- « 64 371 » : Arrérages de pensions et avances sur pensions ;
- « 64 373 » : Consultation, soins et hospitalisation des pensionnés ;
- « 64 374 » : Consultation, soins et hospitalisation des évacués sanitaires.

Les prévisions des pensions pour la gestion 2021 s'élèvent à 96 000 millions de FCFA contre 88 000 millions en 2020 ;

- **au service de la dette** qui correspond au remboursement (intérêts et commissions) des dettes à moyen et long terme contractées directement ou indirectement par l'Etat. Il est évalué à 220 800 millions FCFA contre 189 300 millions FCFA en 2020 ;
- **aux contributions aux organismes internationaux et participations financières** de l'Etat qui se chiffrent à 7 000 millions FCFA en 2021 ;
- **à l'organisation des élections présidentielles en 2021 évaluée à 15 000 millions FCFA.**

C- Les mesures de gratuité dans les secteurs de l'éducation et de la santé

Il s'agit des dépenses d'interventions publiques qui visent la réduction de la pauvreté et la répartition équitable des ressources de l'Etat au profit des couches sociales. Elles concernent notamment les différentes mesures de gratuité décrétées dans divers secteurs tels que le secteur de la santé et celui de l'éducation. Le montant total des décaissements prévisionnels pour cette catégorie de dépenses s'élève à 15 290 millions FCFA et concernent :

- ✓ le secteur de la santé..... 8 533 millions FCFA
- ✓ le secteur de l'éducation6 757 millions FCFA

D- Dépenses saisonnières

Elles s'effectuent de façon périodique et par tranche ou par périodicités variantes. Au nombre de celles-ci, on peut citer :

- les décaissements liés au FADeC-non Affecté (fonctionnement + investissement)..... 33 863 millions FCFA ;
- les décaissements liés au FADeC Affecté (fonctionnement + investissement) : 13 367 millions FCFA ;
- les dépenses liées à la rentrée des classes et à l'organisation des examens et concours : 23 358 millions de FCFA.

E- Autres dépenses ordinaires

Ce sont des dépenses de fonctionnement autres que celles citées plus haut. Elles sont évaluées, au titre des prévisions de la gestion 2021 à 378 615 millions de FCFA et concernent :

- les achats de biens et services 155 764 millions FCFA ;
- les transferts courants 135 205 millions FCFA ;
- les subventions d'exploitation..... 79 046 millions FCFA ;
- le Budget d'Equipement Socio-Administratif (BESA) 8 600 millions FCFA.

F- Dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissements correspondent aux projets et programmes que l'Etat entend mettre en œuvre dans le but de réaliser des infrastructures socio-économiques, des actions institutionnelles et de soutien au développement du secteur privé, créateur d'emplois et de valeur ajoutée. Elles sont globalement évaluées à 555 489 millions FCFA en 2021 et comprennent :

- la contrepartie des projets financés sur ressources extérieures ;
- les transferts en capital : ce sont des dépenses exécutées en maîtrise d'ouvrage délégué (MOD). Leur exécution obéit aux règles et procédures de gestion des transferts courants. Les dépenses y afférentes sont exécutées par des unités autres que l'Etat ;
- les investissements exécutés en régies : ils se rapportent aux dépenses relatives aux carburants et aux missions. Leur champ d'action peut s'étendre aux dépenses d'acquisitions de matériel et mobilier et à certaines constructions directement pilotées par l'équipe de projet.

G- Dépenses de Comptes d'Affectation Spéciale

Les comptes d'affectation spéciale retracent les opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont en relation directe avec les dépenses concernées. Ils ne sont ouverts que par une loi de finances. Le montant inscrit dans la loi de finances pour la gestion 2021 s'élève à 17 960 millions FCFA contre 16 500 millions FCFA en 2020.

H- Dépenses du budget du FNRB

Il s'agit du budget de fonctionnement du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB). Les charges de fonctionnement de ce budget sont évaluées à 1 000 millions FCFA pour la gestion 2021.

IV- Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie et opérations de financement

La différence entre les encaissements et les décaissements prévisionnels et mensualisés au titre de la gestion 2021 dégage des soldes qui sont financés par la variation des opérations de trésorerie. Ainsi, le solde global et son financement se présentent comme suit :

I.	Recettes totales	1 349 914 millions FCFA
II.	Dépenses totales.....	1 780 229 millions FCFA
III.	Solde global de trésorerie (I-II)	-430 315 millions FCFA
IV.	Variation des opérations de trésorerie (A-B)	430 315 millions FCFA
A-	Ressources de trésorerie.....	1 102 278 millions FCFA
B-	Charges de Trésorerie.....	671 963 millions FCFA

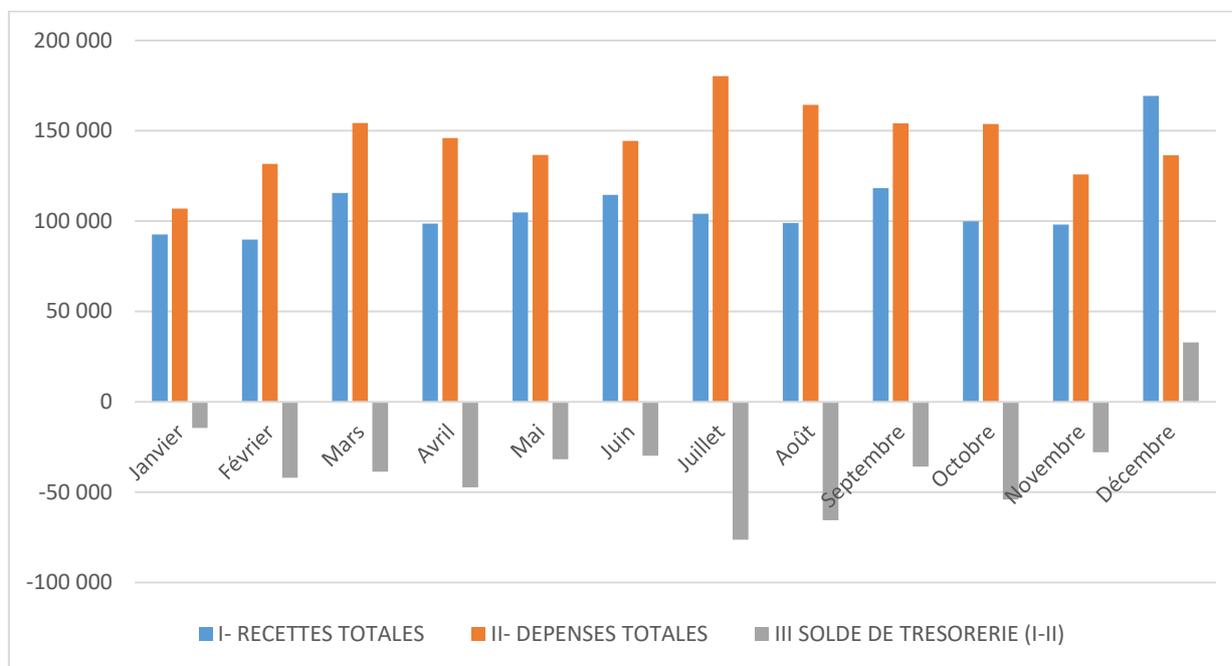
A- Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie

Le tableau et le graphique qui suivent, présentent l'évolution des soldes prévisionnels mensuels de trésorerie des opérations budgétaires (avant les opérations de trésorerie).

Tableau n°9 : Evolution des soldes prévisionnels mensuels de trésorerie (avant opérations de trésorerie) au titre de la gestion 2021

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
I- RECETTES TOTALES	92 620	89 748	115 629	98 702	104 872	114 619	104 080	98 971	118 247	99 810	98 050	169 366	1 304 714
II- DEPENSES TOTALES	106 978	131 758	154 258	145 987	136 564	144 345	180 364	164 459	154 148	153 781	125 912	136 474	1 735 029
III SOLDE DE TRESORERIE (I-II)	-14 358	-42 010	-38 629	-47 284	-31 692	-29 726	-76 285	-65 489	-35 901	-53 971	-27 861	32 892	-430 315

Source : DGTCP/MEF, octobre 2020



Source : DGTCP/MEF,, octobre 2020

B- Opérations de financement sans les émissions de titres publics

Elles sont constituées :

➤ des charges de trésorerie

Au titre de la gestion 2021, les charges prévisionnelles de trésorerie s'élèvent à 671 963 millions FCFA. Elles comprennent :

- les amortissements de la dette intérieure ;
- les amortissements de la dette extérieure ;
- les amortissements des tirages sur FMI ;
- la variation des instances de paiement.

➤ des ressources de trésorerie

Au titre de la gestion 2021, il est prévu un montant total de 1 102 278 millions FCFA. Sans les émissions de titres publics, elles s'élèvent à 269 149 millions FCFA.

Par souci de détermination des besoins mensuels de levée de fonds sur les marchés financiers, il a été question de dégager les soldes prévisionnels mensuels de trésorerie avant les émissions de bons et obligations du Trésor.

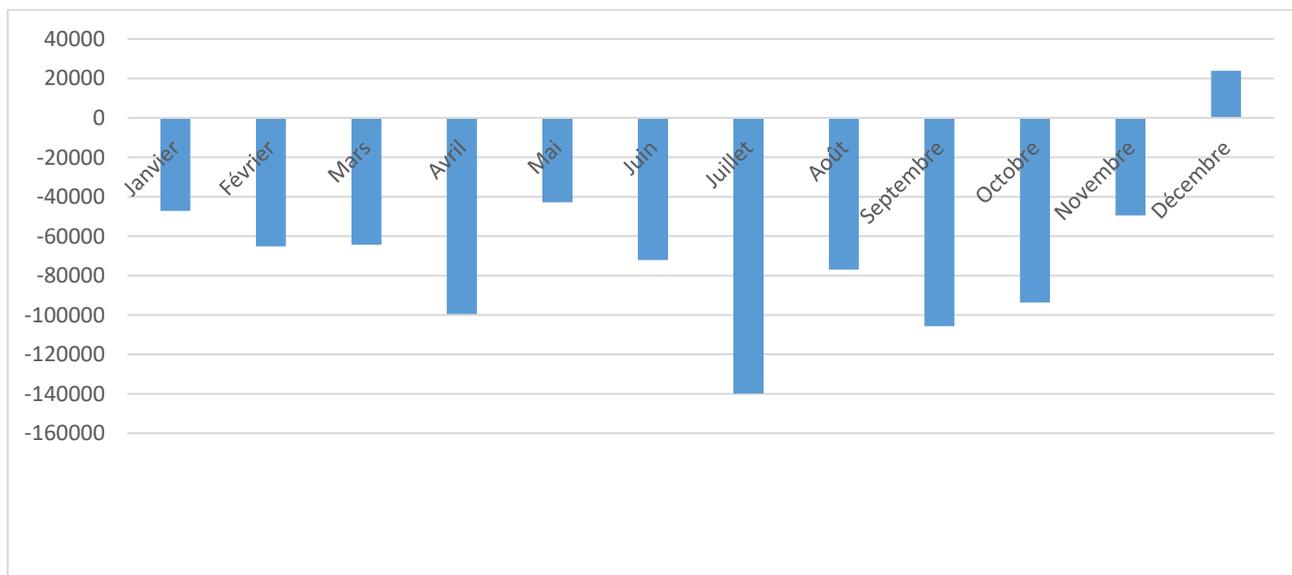
Le tableau et le graphique suivants, présentent l'évolution prévisionnelle de ce solde sur l'année 2021.

Tableau n°10 : Evolution du solde prévisionnel de trésorerie, gestion 2021 (Opération réelle)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
I- RECETTES TOTALES	92 620	89 748	115 629	98 702	104 872	114 619	104 080	98 971	118 247	99 810	98 050	169 366	1 304 714
II- DEPENSES TOTALES	106 978	131 758	154 258	145 987	136 564	144 345	180 364	164 459	154 148	153 781	125 912	136 474	1 735 029
III SOLDE DE TRESORERIE (I-II)	-14 358	-42 010	-38 629	-47 284	-31 692	-29 726	-76 285	-65 489	-35 901	-53 971	-27 861	32 892	-430 315
IV- FINANCEMENT (A-B)	-32 870	-23 175	-25 715	-52 171	-11 103	-42 413	-63 587	-11 554	-69 793	-39 785	-21 607	-9 041	-402 814
A- RESSOURCES DE TRESORERIE	11 816	17 280	26 628	15 937	18 564	23 665	13 023	17 233	30 709	17 143	20 085	57 066	269 148,8
B- CHARGES DE TRESORERIE	44 686	40 455	52 343	68 108	29 668	66 077	76 610	28 787	100 502	56 929	41 692	6 6107	671 963
V- SOLDE DE TRESORERIE AVANT EMISSIONS DE BONS ET OBLIGATIONS DE TRESOR	-47 228	-65 185	-64 344	-99 455	-42 796	-72 138	-139 871	-77 042	-105 694	-93 756	-49 469	23 851	-833 129

Source : DGTCP/MEF, octobre 2020

Graphique n°6 : Evolution du solde de trésorerie avant émission de bons et obligations du Trésor, gestion 2021



Source : DGTCP/MEF, octobre 2020

C- Financement des soldes prévisionnels mensuels de trésorerie par émission de bons et obligations du Trésor

Pour financer les soldes prévisionnels mensuels de trésorerie, il est prévu deux types de moyens :

- La balance d'entrée prévisionnelle des comptes de disponibilité : 50 milliards de FCFA ;
- Les émissions de titres publics :
 - Bons du Trésor pour un montant de 101 000 millions FCFA dont 70 000 millions FCFA de titres infra annuels ;
 - Obligations du Trésor pour un montant de 802 129 millions FCFA.

Il convient de préciser que le scénario ci-dessus retenu intègre l'hypothèse qu'à la fin de l'année 2021, la balance de sortie des comptes de disponibilité soit de 50 000 millions FCFA.

Le plan de financement ainsi que l'évolution des soldes du compte unique du Trésor se présentent comme le montrent les tableaux et graphique suivants :

Tableau n°11 : Evolution de financement des soldes prévisionnels mensuels de trésorerie par émission de bons et obligations du Trésor (En milliards FCFA)

Premier semestre 2021

		Total	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin
Plan de trésorerie prévisionnel	Solde de trésorerie avant opérations financement	-430,3	-14,36	-42,01	-38,63	-47,28	-31,69	-29,73
	Charges de Trésorerie	671,96	44,69	40,45	52,34	68,11	29,67	66,08
	Amortissements BAT Budget	9,04	0,00	0,00	0,00	9,04	0,00	0,00
	Amortissements OAT Budget	347,78	0,00	11,84	33,15	46,42	0,00	37,50
	Charges de Trésorerie excl BAT & OAT	315,13	44,69	28,61	19,19	12,64	29,67	28,58
	Ressources de Trésorerie	269,15	11,82	17,28	26,63	15,94	18,56	23,66
	Financement BAT & OAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Ressources de Trésorerie excl BAT & OAT	269,15	11,82	17,28	26,63	15,94	18,56	23,66
Détermination	Solde de trésorerie avant opérations de BAT & OAT	-476,30	-47,23	-53,34	-31,20	-43,99	-42,80	-34,64
	Amortissements BAT & OAT	356,83	0,00	11,84	33,15	55,47	0,00	37,50
	Variation des Cptes des correspondants	0,00						
	Amortissements intra-année (-)	-70,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Rachats (-)	0,00						
	Besoin de financement brut par émission (-)	-903,13	-47,23	-65,19	-64,34	-99,46	-42,80	-72,14

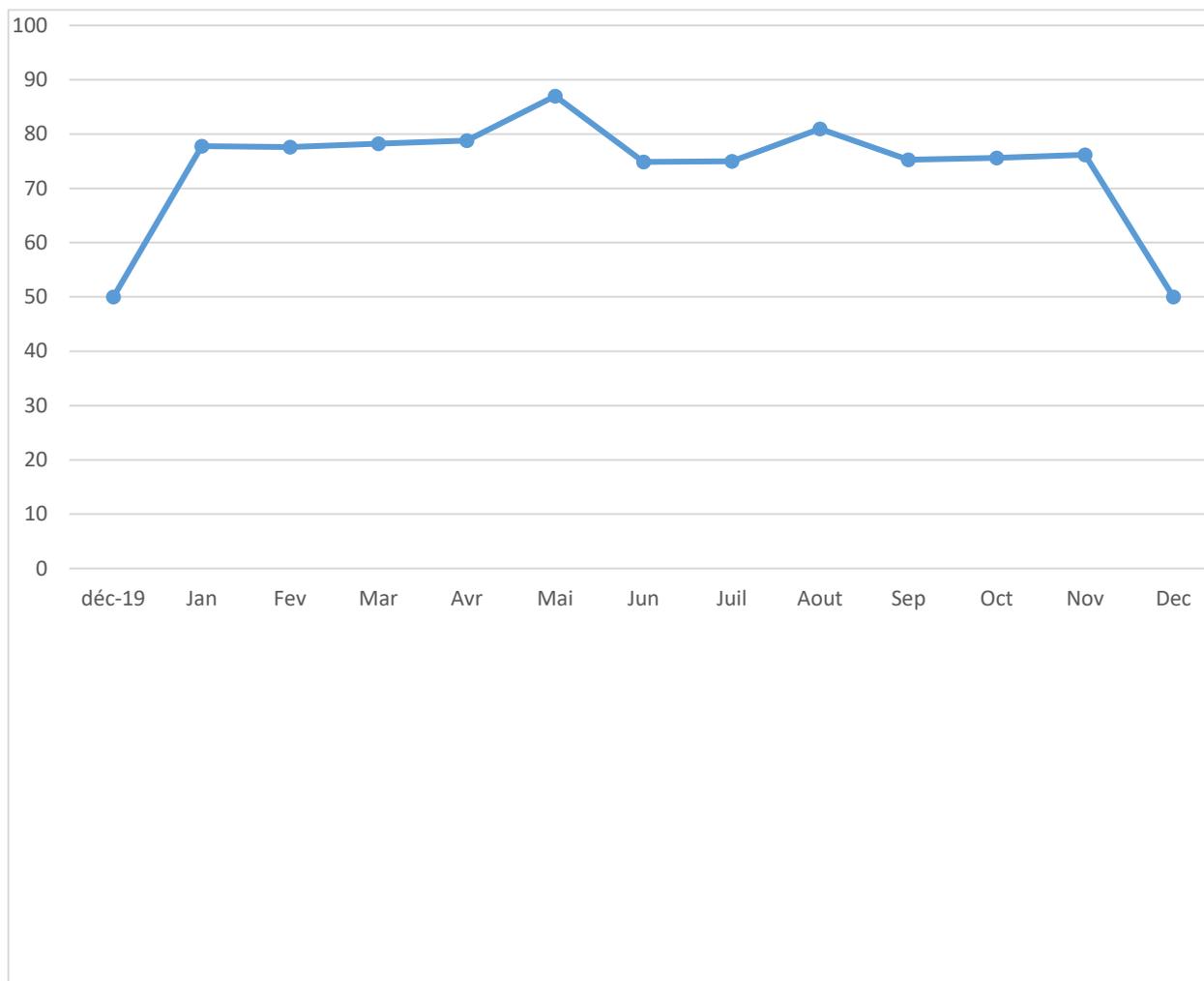
Plan de Financement Mensuel	Stratégie		Total mois	07-janv	21-janv	04-févr	18-févr	04-mars	18-mars	01-avr	15-avr	06-mai	20-mai	03-juin	17-juin
	%	0													
Financement émissions OAT		0	802,13												
3 ans infine		0	165	30				20						30	
5 ans infine		0	332,13	45		30		45						30	
7 ans infine		0	105				35								
10 ans infine		0	200							100					
Financement émissions BAT		0	101												
1 mois		0	50												
3 mois		0	20									20			
6 mois		0	0												
12 mois		0	31									31			
Total émissions			903,13	75	0	30	35	65	0	100	0	51	0	60	0
Besoin de financement net (+)		0,0	0,0	27,8		-0,2		0,7		0,5		8,2		-12,1	
Solde compte du Trésor			50,0	77,8		77,6		78,2		78,8		87,0		74,9	
			833,13												
par mois				75		65		65		100		51		60	
par trimestre				205				211							

Deuxième semestre 2021

		Total	Juil		Août		Sep		Oct		Nov		Dec		
Plan de trésorerie prévisionnel	Solde de trésorerie avant opérations financement	-430,3	-76,28		-65,49		-35,90		-53,97		-27,86		32,89		
	Charges de Trésorerie	671,96	76,61		28,79		100,50		56,93		41,69		66,11		
	Amortissements BAT Budget	9,04	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00		0,00		
	Amortissements OAT Budget	347,78	35,89		0,00		79,82		45,84		16,50		40,82		
	Charges de Trésorerie excl BAT & OAT	315,13	40,72		28,79		20,69		11,09		25,19		25,28		
	Ressources de Trésorerie	269,15	13,02		17,23		30,71		17,14		20,08		57,07		
	Financement BAT & OAT	0,00	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00		0,00		
	Ressources de Trésorerie excl BAT & OAT	269,15	13,02		17,23		30,71		17,14		20,08		57,07		
Détermination instrument montant et période d'émission	Solde de trésorerie avant opérations de BAT & OAT	-476,30	-103,99		-77,04		-25,88		-47,91		-32,97		64,68		
	Amortissements BAT & OAT	356,83	35,89		0,00		79,82		45,84		16,50		40,82		
	Variation des Cptes des correspondants	0,00													
	Amortissements intra-année (-)	-70,00	0,00	0,00	-20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-50,00	0,00	
	Rachats (-)	0,00													
	Besoin de financement brut par émission (-)	-903,13	-139,87		-97,04		-105,69		-93,76		-49,47		-26,15		
	Plan de Financement Mensuel	Stratégie	Total mois	01-juil	15-juil	05-août	19-août	02-sept	16-sept	07-oct	21-oct	04-nov	18-nov	02-déc	16-déc
	Financement émissions OAT	%	0	802,13											

3 ans infine	0	165			30	35			20					
5 ans infine	0	332,13		40	38		30		74,13					
7 ans infine	0	105					70							
10 ans infine	0	200	100											
Financement émissions BAT	0	101												
1 mois	0	50									50			
3 mois	0	20												
6 mois	0	0												
12 mois	0	31												
Total émissions		903,13	100	40	68	35	100	0	94,13	0	50	0	0	0
Besoin de financement net (+)	0,0	0,0	0,1		6,0		-5,7		0,4		0,5			-26,1
Solde compte du trésor		50,0	75,0		80,9		75,2		75,6		76,2			50,0
		833,13												
par mois			140		103		100		94,13		50			0
par trimestre			343					144,13						
Référence: doc de stratégie														

Graphique N°7 : Evolution du solde du compte unique du Trésor en 2021



CONCLUSION

Le plan de trésorerie prévisionnel est un tableau de bord pour le Trésor public et un instrument technique de gestion courante pour le Ministre chargé des finances. Il doit être revu périodiquement en cours de gestion pour prendre en compte les résultats de l'exécution budgétaire de même que la conjoncture et les circonstances qui surgissent au cours de l'exercice budgétaire.

Ainsi, les entrées et les sorties de fonds seront mieux maîtrisées afin de permettre à l'Etat d'atteindre aisément et efficacement les objectifs qu'il s'est fixé.

